

**Appel conjoint de la FIJ (Fédération internationale des journalistes)
et d'UNI G&P (UNI Graphique et Emballage)**

Plan de sauvetage et d'avenir pour le secteur de la presse écrite

Avec la pandémie du COVID 19, les tendances inquiétantes que connaissait le secteur de la presse quotidienne et magazine depuis ses 20 dernières années se sont brusquement accélérées, à savoir, la baisse du lectorat, le déclin lent mais progressif des médias imprimés vers les médias numériques et la chute des recettes publicitaires.

La baisse du lectorat est surtout présente auprès des populations jeunes qui tendent à délaisser les médias traditionnels au profit des réseaux sociaux. Malgré le développement important des produits numériques du secteur, la stratégie de bon nombre d'éditeurs a été de considérer les versions papier et en ligne de leurs produits comme complémentaires et répondant à des besoins spécifiques d'information des lecteurs. La chute des recettes publicitaires s'explique essentiellement par la captation de plus en plus forte de ces recettes par les géants du numérique que sont les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft).

Avec la crise sanitaire du COVID 19, nous assistons à une baisse importante du lectorat notamment pour les versions « papier » du secteur. Cette baisse a été notamment liée aux perturbations des circuits de distribution telles que la fermeture de nombreux points de ventes et le ralentissement des activités postales. Le secteur de l'imprimerie des produits de la presse a également été affecté par la réduction de la pagination des journaux et des magazines à la suite de la disparition de certaines rubriques telles que : le sport, la culture et l'événementiel.

Selon les titres de presse, cette baisse des ventes des produits imprimés a pu être compensée en partie par un accroissement parfois important des abonnements pour les versions en ligne. Ce passage vers les produits numériques, accéléré par la crise sanitaire pourrait avoir un caractère irréversible. En effet, si aujourd'hui les stratégies de déconfinement se mettent progressivement en œuvre dans de nombreux pays, il est peu probable que, sans soutien public spécifique, la demande de produits imprimés de la presse écrite retrouve son niveau d'avant crise.

Concernant les revenus liés à la publicité, de nombreux annonceurs ont annulé ou différé leurs campagnes d'information. Certains annonceurs n'ont en effet plus rien à vendre, c'est le cas par exemple des agences de voyages, des compagnies aériennes, des entreprises culturelles, etc. D'autres annonceurs décident de postposer leurs campagnes pour ne pas être associés au contexte jugé anxiogène de la crise sanitaire. Cette chute vertigineuse des revenus de la publicité a eu comme conséquence de fortement fragiliser la situation financière de nombreuses entreprises de la filière de la presse écrite. Bon nombre d'entre elles ont déjà dû fermer leurs portes entraînant des pertes d'emploi par millions. Les entreprises du secteur qui continuent à résister appellent aujourd'hui à l'aide. Ces entreprises emploient d'autres millions de travailleurs, souvent très qualifiés, qui sont menacés. Il est impératif de maintenir ces emplois pour sauvegarder le secteur de la presse écrite.

Avec la crise sanitaire du COVID 19, nombreux ont été les pays qui ont considéré le secteur de la presse écrite comme secteur essentiel. Il est en effet crucial dans une démocratie et de surcroît

dans une période de crise de permettre aux citoyens de disposer d'une information de qualité, produite par des journalistes qui respectent les cadres légaux et éthiques de leur profession.

Pendant, alors que le secteur de la presse écrite connaît une crise existentielle majeure, il n'est pas suffisant de déclarer qu'il constitue une activité essentielle sans lui donner les moyens pour que celui-ci continue à jouer son rôle d'éducation et d'information.

Sans parler des trop nombreux pays où la liberté de la presse est bafouée, il est inquiétant de constater dans les états démocratiques la circulation sans cesse grandissante de fausses informations, notamment via les réseaux sociaux, visant à affaiblir et à déstabiliser des gouvernements légitimes et qui véhiculent des messages de haine vis-à-vis des minorités, des étrangers, des femmes, etc...

Le développement de cette désinformation a déjà constitué un terreau fertile pour la montée des égoïsmes, de l'intolérance, du racisme ainsi que des partis d'extrême droite. Face à la grande crise économique qui s'annonce et qui risque de noircir encore plus un tableau déjà assombri, il est urgent pour les gouvernements nationaux de réagir et de promouvoir un secteur de la presse écrite de qualité, éthique et solidaire, respectueux du droit de travail et des libertés fondamentales.

Les gouvernements nationaux sont appelés à considérer la presse écrite comme un bien public et à s'engager à faire prospérer ce secteur en tant que colonne vertébrale de nos démocraties.

En vue pour le secteur de la presse écrite de faire face non seulement aux conséquences de la crise sanitaire mais également de relever les défis structurels auxquels il est confronté, complémentairement aux mesures définies par la FIJ dans sa « Plateforme mondiale pour un journalisme de qualité »

(https://www.ifj.org/fileadmin/user_upload/Plateforme_FR_finaldocx.pdf) à laquelle UNI G&P s'associe, ensemble UNI G&P et la FIJ appellent les gouvernements nationaux à mettre en œuvre d'urgence les mesures suivantes :

- Les gouvernements nationaux devraient décider de plans d'aide d'urgence pour toute la filière du secteur de la presse écrite (rédaction, édition, impression et distribution) en vue d'éviter les faillites et les licenciements suite aux difficultés financières importantes rencontrées dans le cadre de la crise sanitaire du COVID 19.
- Tous les gouvernements nationaux et l'Union européenne devraient dégager les budgets nécessaires, notamment par l'introduction d'une taxe sur les services numériques¹ pour soutenir l'ensemble de l'industrie de la presse écrite. Les représentants des entreprises du secteur et les syndicats représentant les travailleurs de la presse écrite doivent être fortement impliqués dans l'administration des fonds collectés. Selon les pratiques en vigueur au niveau national, cette participation pourrait prendre la forme d'une gestion conjointe des fonds par les entreprises et les syndicats ou d'une consultation concernant les principes généraux d'éligibilité aux fonds.
- Le soutien à la presse écrite doit également prendre en compte la fracture numérique à l'intérieur des pays ainsi que des préférences des lecteurs pour le support de l'information. Les médias imprimés garantissent l'accès à des informations actualisées et approfondies aux parties de la population qui manquent de compétences numériques ou

¹ Souvent appelée "taxe sur les GAFAM" (un acronyme pour les cinq grandes entreprises de l'Internet : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), elle permettrait un niveau d'imposition plus équitable pour les grandes entreprises de l'économie numérique.

ne peuvent pas accéder à Internet. Ces médias contribuent ainsi à éliminer la discrimination dans l'accès à l'information en fonction de l'âge, du revenu ou de facteurs géographiques.

- Etant donné que l'accès à une information de qualité doit être un droit pour l'ensemble des citoyens dans une société démocratique, les gouvernements ne chercheront pas, via leurs mesures de soutien, à privilégier un support d'information sur un autre. Aussi, ils veilleront que le support papier de l'information puisse être accessible sur l'ensemble de leur territoire avec un prix modéré.
- Le soutien financier aux entreprises de la filière de la presse écrite ne pourra se faire qu'aux conditions suivantes :
 - Le dialogue social et le droit syndical soient respectés, conformément aux conventions de l'OIT ;
 - Le respect des conventions collectives ;
 - Les licenciements soient interdits si l'entreprise dégage des bénéfices;
 - Les comptes annuels soient publics et transparents;
 - La diversité et l'égalité entre les femmes et les hommes soient exigées;
 - Les entreprises ayant reçu des fonds ne puissent, pendant cinq ans, s'engager dans une activité de fusion et d'acquisition ou de rachat par endettement, qui entraînerait des suppressions d'emplois ou des réductions de salaires.
- Les gouvernements nationaux observeront une stricte neutralité quant au support de la presse écrite dans campagnes de promotion du lectorat auprès des publics jeunes, des familles ainsi dans le cadre des programmes scolaires.
- Les gouvernements nationaux sont invités à consulter les résultats de la recherche COST (Coopération européenne en science et technologie) intitulée « Evolution de la lecture à l'ère de la numérisation » pour plus d'informations sur les avantages et les inconvénients de la lecture des médias numériques et imprimés, et à suivre les recommandations d'Intergraf-UNI Europa dans leur déclaration commune « L'imprimé est vital pour l'avenir de la lecture » (<https://www.uni-europa.org/wp-content/uploads/2020/04/201907-future-of-reading-long.pdf>).

UNI G&P, UNI Graphique et Emballage, représente syndicalement plus de 800 000 membres. Ces membres travaillent dans des secteurs très variés, notamment les journaux, l'imprimerie générale, les impressions de sécurité, l'édition, les tissus et l'emballage. UNI G&P fait partie d'UNI Global Union. UNI Global Union est la voix mondiale de ses 20 millions de membres travaillant dans les secteurs des services de plus de 150 pays différents dans les secteurs qui connaissent la croissance la plus rapide au monde. Plus d'informations ici : <https://www.uniglobalunion.org/>

La FIJ, Fédération internationale des journalistes, la plus grande organisation de journalistes au monde, représente 600 000 professionnels des médias issus de 187 syndicats et associations dans plus de 140 pays. La FIJ soutient les journalistes et leurs syndicats chaque fois qu'ils luttent pour leurs droits industriels et professionnels et a créé un Fonds international de sécurité pour fournir une aide humanitaire aux journalistes dans le besoin. Plus d'informations ici : <https://www.ifj.org/>